

ENERGY | ÉNERGIE

INFORMATION, INSIGHT, AND PERSPECTIVE ON ENERGY

INFORMATION, APERÇU ET POINT DE VUE SUR L'ÉNERGIE

The Demand for Energy Security in Ukraine - An Interview with Andriy Kobolev, Chairman and CEO of Naftogaz

À la recherche de la sécurité énergétique pour l'Ukraine - Une entrevue avec Andriy Kobolev, président général de Naftogaz

The Commentators:
What have we Learned from Canadian Voters from the 2015 Election?

Les analystes :
Que nous ont appris les électeurs canadiens durant les élections de 2015?



It Will Take Two:

The Trudeau Government Makes a Bold Debut, but Cannot Improve Canada-U.S. Relations Alone

Il faut être deux :

Le gouvernement Trudeau pose un premier geste audacieux, mais seul, il ne peut améliorer les relations canado-américaines



Providing safe, reliable natural gas service to our customers
in Nova Scotia, Alberta and British Columbia.

AltaGas

AltaGas
utilities

PNG Pacific
Northern
Gas Ltd.

Heritage Gas



9

It Will Take Two: The Trudeau Government Makes a Bold Debut, but Cannot Improve Canada-U.S. Relations Alone

[Il faut être deux: Le gouvernement Trudeau pose un premier geste audacieux, mais seul, il ne peut améliorer les relations canado-américaines](#)

CONTENT | CONTENU

- 5 **FROM THE EDITOR |**
DU RÉDACTEUR EN CHEF
A Message from Timothy M. Egan
[Un message de Timothy M. Egan](#)
- 6 **FACTS AND DEVELOPMENTS |**
FAITS ET PROGRÈS
- 9 **USA | ÉTATS-UNIS**
It Will Take Two: The Trudeau Government Makes a Bold Debut, but Cannot Improve Canada-U.S. Relations Alone
[Il faut être deux: Le gouvernement Trudeau pose un premier geste audacieux, mais seul, il ne peut améliorer les relations canado-américaines](#)
- 16 **ENVIRONMENTAL NOTEBOOK |**
DOSSIER ENVIRONNEMENTAL



- 21 **THE COMMENTATORS |**
LES ANALYSTES
What have we Learned from Canadian Voters from the 2015 Election? How Important was Energy Policy this Election Campaign?
[Que nous ont appris les électeurs canadiens durant les élections de 2015? Quelle a été l'importance de la politique énergétique et de l'environnement durant la campagne électorale?](#)
- 29 **INTERNATIONAL |**
INTERNATIONAL
The Demand for Energy Security in Ukraine - An interview with Andriy Kobolev, Chairman and CEO of Naftogaz
[À la recherche de la sécurité énergétiques pour l'Ukraine - Une entrevue avec Andriy Kobolev, président général de Naftogaz](#)
- 34 **LEISURE | LOISIR**
Help Find the 10 Differences
[Trouvez les dix différences](#)

IT'S TIME TO INVIGORATE ONTARIO'S ECONOMY



Saving
people money



Attracting
energy-intensive business



Cleaner and more
affordable transportation



Helping industries
compete



Low-emission
power generation

NATURAL GAS | ABUNDANT | AFFORDABLE | CLEAN

Edited and produced by the Canadian Gas Association | Édité et produit par
l'Association canadienne du gaz

350 Sparks Street, Suite 809
Ottawa, ON, K1R 7S8
Canada
613.748.0057
www.cga.ca
www.energymag.ca

350 rue Sparks, bureau 809
Ottawa, ON, K1R 7S8
Canada
613.748.0057
www.cga.ca
www.energiemag.ca

Editor
Rédacteur en chef
Timothy Egan

Deputy Editor
Rédactrice en chef adjointe
Paula Dunlop

Art Director
Directrice artistique
Jessica Ibrahim

Sub-editor
Secrétaire de rédaction
Annik Aubry

To inquire about advertising in *Energy*, contact aubry@cga.ca | Pour en savoir
davantage sur nos services publicitaire, contactez aubry@cga.ca



Timothy M. Egan

President | CEO
Canadian Gas Association

Président | Chef de la direction
Association canadienne du gaz

The final issue of *Energy* in 2015 speaks to many of the issues that are front and centre in the very active energy debate in Canada. Chris Sands talks about the Canada-U.S. dialogue on energy and energy infrastructure following the recent Federal election and the U.S. decision on Keystone XL. Diane Francis' reflections on her recent visit to the Ukraine in June where she, and others, sat down with Naftogaz Chairman and CEO Andriy Kobolev, highlights the continuing geo-political challenges where energy (and particularly natural gas) sits front and centre. Our political commentators give their views on how important the energy and environment policy discourse was during the most recent Federal election campaign. And finally Manfred Klein's Environmental Notebook keeps energy literacy top of mind as he offers some facts and figures on natural gas. Enjoy the read, send us your comments and look for four more issues of *ENERGY* in 2016!

Le dernier numéro d'ÉNERGIE en 2015 traite d'un bon nombre de questions qui sont au premier plan du très vif débat énergétique au Canada. Chris Sands y parle du dialogue canado-américain sur les questions liées à l'énergie et à l'infrastructure énergétique à la suite de la récente élection fédérale et de la décision américaine au sujet du projet Keystone XL. Les réflexions de Diane Francis concernant sa récente visite en Ukraine en juin, où elle et d'autres personnes ont eu l'occasion de discuter avec le PDG de Naftogaz, Andriy Kobolev, font état des défis géopolitiques persistants où l'énergie (et en particulier le gaz naturel) se trouve en avant-plan. Nos commentateurs politiques se penchent sur l'importance qu'ont eue les échanges liés aux politiques énergétiques et environnementales au cours de la plus récente campagne électorale fédérale. Enfin, le dossier environnemental de Manfred Klein accorde une place importante aux connaissances en matière d'énergie en offrant quelques faits et statistique sur le gaz naturel. Bonne lecture! N'hésitez pas à nous envoyer vos commentaires, et nous vous invitons à vous procurer les quatre numéros d'ÉNERGIE qui paraîtront en 2016.



RESPONSIBLE RESOURCE DEVELOPMENT: Natural gas utilities are founded on principles of community stewardship. We believe it is critical to engage all stakeholders, including consumers, in the process of meeting environmental and regulatory goals, while continually refining and improving safety and environmental practices. Through the responsible development of Canada's natural gas resources, companies are creating good, well-paying and highly skilled jobs in communities across the country. According to the Conference Board of Canada, British Columbia's natural gas sector alone could attract an average of more than \$7.5 billion in new investment each year from now until 2035.

DÉVELOPPEMENT RESPONSABLE DES RESSOURCES : Les services publics de gaz naturel sont fondés sur le principe de l'intendance communautaire. Nous croyons qu'il est essentiel de faire participer tous les intervenants, y compris les consommateurs, au processus de réalisation des objectifs environnementaux et réglementaires, tout en affinant et en améliorant continuellement les pratiques liées à la sécurité et à l'environnement. Grâce au développement responsable des ressources de gaz naturel du Canada, les entreprises créent de bons emplois bien rémunérés et hautement qualifiés dans les collectivités du pays. Selon le Conference Board du Canada, le secteur du gaz naturel de la Colombie Britannique à lui seul pourrait attirer en moyenne plus de 7,5 milliards de dollars en nouveaux investissements chaque année à partir de maintenant jusqu'en 2035.

PLANNING AND PREPARATION - NATURAL GAS STORAGE ADVANTAGE: Today, well over half of the Canadian population relies on affordable, clean, safe, and reliable natural gas. That reliability, even on the coldest day of the year, is assured because of the remarkable infrastructure that delivers natural gas. A key part of that infrastructure is natural gas storage. Canada can store enough natural gas to heat 7.5 million homes each year.

PLANIFICATION ET PRÉPARATION - AVANTAGE DU STOCKAGE DE GAZ NATUREL : Aujourd'hui, plus de la moitié de la population canadienne compte sur le gaz naturel abordable, propre, sécuritaire et fiable. Cette fiabilité, même pendant le jour le plus froid de l'année, est assurée en raison de l'infrastructure remarquable qui distribue le gaz naturel. Un élément clé de cette infrastructure est le stockage du gaz naturel. Le Canada peut stocker suffisamment de gaz naturel pour chauffer 7,5 millions de foyers chaque année.

HOUSEHOLD
SPENDING ON
NATURAL GAS HAS
DECLINED FROM
JUST UNDER

\$8.1 B

IN 2008 TO JUST
OVER

\$7.3 B

IN 2014

LES DÉPENSES
TOTALES DES
MÉNAGES EN GAZ
NATUREL ONT
DIMINUÉ, PASSANT
D'UN PEU MOINS DE

8,1G\$

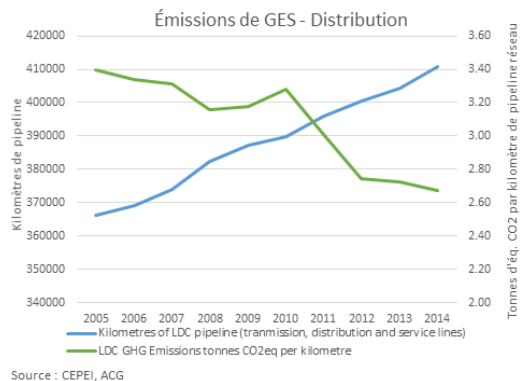
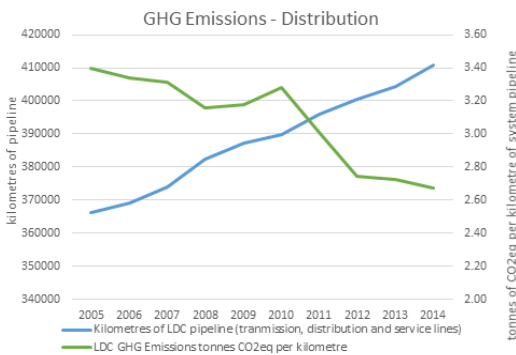
DE DOLLARS EN
2008 À UN PEU
PLUS DE

7,3G\$

DE DOLLARS EN
2014

Source: Statistics Canada | Statistique Canada

Cleaner Air and Reduced Emissions | Meilleure qualité de l'air et réduction des émissions



CLEANER AIR AND REDUCED EMISSIONS: Reported emissions on CGA member company distribution systems have fallen by over 20 per cent since 2000 even as the industry has added thousands more kilometres of distribution and services to serve a total of 6.6 million customers.

MEILLEURE QUALITÉ DE L'AIR ET RÉDUCTION DES ÉMISSIONS : Les émissions déclarées des systèmes de distribution des sociétés membres de l'ACG ont chuté de plus de 20 % depuis 2000 même lorsque l'industrie a ajouté des milliers de kilomètres de distribution et de services en vue de desservir un total de 6,6 millions de consommateurs.

TOUCHING EVERY SEGMENT OF CANADIAN

LIFE: Natural gas touches nearly every segment of Canadian life. It is the dominant source of energy for heat, hot water and cooking in homes and businesses in Canada. Whether through its use in heat or cooking or in manufacturing everyday products— from cell phones and credit cards to tires and trash bags—the benefits of natural gas touch every Canadian every day.

RÉPERCUSSIONS SUR TOUS LES SECTEURS DE LA VIE CANADIENNE :

Le gaz naturel touche presque tous les secteurs de la vie canadienne. Il est la principale source d'énergie pour le chauffage, l'eau chaude et la cuisson dans les maisons et les entreprises au Canada. Que ce soit par son utilisation pour le chauffage, la cuisson ou la fabrication de produits quotidiens – des téléphones cellulaires aux cartes de crédits et sacs de poubelles – les avantages du gaz naturel touchent tous les Canadiens chaque jour.



EFFICIENT SPACE

HEATING: Canada has one of the most energy efficient furnace fleets in the world thanks to collaboration between regulators, manufacturers and utilities. The stock of high efficiency natural

gas furnaces has increased from less than 10 per cent in 1990 to 50 per cent in 2011.

CHAUFFAGE EFFICACE DES LOCAUX : Le Canada possède l'une des flottes de fournaise les plus efficaces sur le plan énergétique dans le monde grâce à la collaboration entre les organismes de réglementation, les fabricants et les services publics. Les actions des fournaises de gaz naturel à haut rendement énergétique ont augmenté, passant de moins de 10 % en 1990 à 50 % en 2011.



Powering remote communities

FortisBC LNG plays an important role in helping remote communities like Inuvik, Northwest Territories, transition to cleaner energy sources. We began supplying LNG to Northwest Territories Power Corporation to provide power to Inuvik, and by switching from diesel to natural gas, their power rates are expected to go down by two per cent.

We're proud to be helping Inuvik save money while eliminating approximately 6,000 tonnes of carbon dioxide emissions each year.

To learn more about our LNG projects, visit **fortisbc.com/lngprojects**.

It Will Take Two: The Trudeau Government Makes a Bold Debut, but Cannot Improve Canada-U.S. Relations Alone |

Il faut être deux : Le gouvernement Trudeau pose un premier geste audacieux, mais seul, il ne peut améliorer les relations canado-américaines

BY / PAR CHRISTOPHER SANDS

During the 2015 general election campaign, Liberal Party leader Justin Trudeau gave a speech on the bilateral relationship with the United States <https://www.liberal.ca/justin-trudeaus-speech-on-real-change-in-canada-u-s-relations/> that laid the blame for problems squarely on Stephen Harper. “In the end, it’s not really about Keystone. It’s about judgment. It’s about the narrowness that allowed one project in one industry — however large and important the project and industry — to define one of the most positive and prosperous bilateral relationships the world has ever known. All of us, Canadians and Americans alike, are the poorer for it.”

Canadians chose to give Trudeau the chance to change the tone of the relationship with the United States. But on energy matters, as in other areas, there are a complicated set of issues and personalities on the U.S. side that will challenge Canadian diplomats and the new prime minister.

To begin with, the Keystone XL pipeline was caught up in U.S. presidential politics, with the leading contender for the Democratic Party’s presidential nomination, Hilary Clinton declaring herself opposed to granting a presidential permit to allow TransCanada to complete the project, and every Republican candidate — even Donald Trump — squarely in favor. Moves by TransCanada to take a

Durant la campagne électorale fédérale de 2015, le chef du Parti libéral, Justin Trudeau, a prononcé un discours sur notre relation bilatérale avec les États-Unis [<https://www.liberal.ca/fr/le-discours-de-justin-trudeau-sur-du-vrai-changement-dans-les-relations-canado-americaines/>] dans lequel il imputait directement à Stephen Harper les problèmes qui l’ont entachée. « En fin de compte, la question ne porte pas vraiment sur Keystone, mais sur le bon jugement. Elle porte sur la vision étroite qui a voulu qu’un seul projet dans un secteur industriel donné — tout aussi vaste et important que soient ce projet et ce secteur — ait défini l’une des meilleures et des plus positives relations bilatérales que le monde ait jamais connue. Et, tant au Canada qu’aux États-Unis, nous sommes tous plus pauvres pour autant. »

Les Canadiens ont décidé de donner à Trudeau l’occasion de changer le ton de notre relation avec les États-Unis. Or, en matière d’énergie, tout comme dans d’autres domaines, il faudra composer, du côté des Américains, avec un ensemble complexe d’enjeux et de personnages qui mettront à rude épreuve les diplomates canadiens et le nouveau premier ministre.

Premier écueil, l’oléoduc Keystone XL qui a fait les frais de la campagne présidentielle américaine. En effet, Hilary Clinton, la meneuse chez les candidats à la nomination présidentielle au Parti démocrate, a déclaré qu’elle s’opposerait à la délivrance d’un permis présidentiel à TransCanada afin de mener



“Canadians chose to give Trudeau the chance to change the tone of the relationship with the United States.” | « Les Canadiens ont décidé de donner à Trudeau l'occasion de changer le ton de notre relation avec les États-Unis ».

step back from the controversy surrounding the project, by first withdrawing from a case before the Nebraska state Supreme Court that might permit construction to begin (in that state) without a presidential permit in October, and then by asking to pause the presidential permit process at the State Department, was not enough to take the issue out of the partisan political limelight in the United States.

Beyond oil, many Canadian natural gas exporters were pleased to see the U.S. Environmental Protection Agency issue the final rule implementing its Clean Power Plan that would advance the shift away from coal for electricity generation in the United States. Yet already 24 states have filed lawsuits to block the implementation of this rule <http://thehill.com/policy/energy-environment/257856-24-states-coal-company-sue-obama-over-climate-rule> putting the Clean Power Plan in limbo for at least the rest of President Barack Obama's term in office.

The Clean Power Plan is a major element of Obama's effort to reduce U.S. carbon emissions, and was crucial to his strategy for the United Nations climate talks in Paris. Prime Minister Trudeau arrived at Paris with

le projet à terme. Au Parti républicain, au contraire, tous les candidats – même Donald Trump – sont très en faveur. TransCanada a bien posé des gestes pour apaiser la controverse suscitée par son projet. D'abord, son retrait d'une affaire devant la Cour suprême du Nebraska qui aurait pu autoriser le début des travaux de construction (dans cet État) en octobre sans l'obtention d'un permis présidentiel. Ensuite, TransCanada a demandé au Département d'État de suspendre le processus de demande de permis présidentiel. Or, ces gestes n'ont pas suffi à soustraire cet enjeu aux projecteurs de la politique partisane aux États-Unis.

Et il n'y a pas que le pétrole. De nombreux exportateurs canadiens de gaz naturel se sont réjouis de la dernière règle adoptée par l'Agence de la protection de l'environnement des É.-U. pour mettre en oeuvre son Plan pour une électricité propre (Clean Power Plan) et faciliter l'abandon du charbon pour la production d'électricité aux États-Unis. Or, voilà que 24 États sont déjà devant les tribunaux pour bloquer l'adoption de cette règle [<http://thehill.com/policy/energy-environment/257856-24-states-coal-company-sue-obama-over-climate-rule>], la mise en oeuvre du Plan pour une électricité propre étant ainsi mise en attente, à tout le moins jusqu'à la fin du mandat du président Barack Obama.

provincial representatives in tow, and made a Canadian commitment to serious carbon emissions reductions that he will subsequently work with the provinces to deliver. President Obama welcomed Canadian commitments in Paris, but it will be his bilateral agreement with China that he really hopes will cement his legacy, and that will not yield Chinese carbon reductions if the U.S. does not meet its targets – and with the Clean Power Plan before the courts, that may not happen.

Similarly, the North American auto industry is posing a challenge for both Washington and Ottawa. In a coordinated effort, the United States and Canada set a common goal for the auto industry to meet a fuel economy target of 54.5 miles per gallon by 2025 on the basis of the sold (not offered) fleet. Light-weighting (a Canadian specialty) will help firms to meet this target, but lower retail gasoline prices have boosted sales of larger, less fuel efficient light trucks and SUVs this year. In 2017, the

Le Plan pour une électricité propre est un élément très important des efforts déployés par Obama pour réduire les émissions américaines de carbone. Il s'agit aussi d'une composante cruciale de sa stratégie à la Conférence sur les changements climatiques des Nations Unies à Paris. Le premier ministre Trudeau s'est d'ailleurs présenté à Paris accompagné de représentants provinciaux. Il y a pris l'engagement de réduire de façon appréciable les émissions de carbone du Canada, un objectif qu'il s'emploiera à atteindre de concert avec les provinces. Le président Obama s'est réjoui des engagements du Canada à Paris, mais ce sur quoi il mise vraiment pour consolider son héritage, c'est sur son accord bilatéral avec la Chine. Et il n'en résultera pas des réductions des émissions chinoises de carbone si les États-Unis n'atteignent pas leurs cibles. Comme le Plan pour une électricité propre fait l'objet d'une contestation devant les tribunaux, cela ne se produira peut-être pas.

Par ailleurs, l'industrie nord-américaine de l'automobile pose un défi tant pour Washington



"President Obama welcomed Canadian commitments at the United Nations climate talks in Paris." | « Le président Obama s'est réjoui des engagements du Canada à Paris ».

U.S. Department of Transportation's National Highway Transportation Safety Administration will see its statutory authority to support the new fuel efficiency targets come up for congressional reauthorization - and light weighting, which some charge lowers passenger safety, will be hotly debated. If Congress revokes this authority, not only the Obama environmental legacy but the Ontario auto sector will be damaged.

The North American auto industry is already bracing for changes due to the Trans Pacific Partnership (TPP), the most tangible part of Obama's "pivot to Asia" foreign policy. Under the existing NAFTA rule of origin, vehicles must have 62.5 per cent North American content to qualify for tariff-free treatment; the TPP would lower the threshold to 40 per cent TPP content, forcing Canadian producers to compete for a smaller guaranteed percentage of each vehicle against automotive suppliers from Japan, Vietnam and also Australia, which has lost many of its assembly plants but still has a significant and hungry supplier base.

The Trudeau government is unlikely to agree to ratify the TPP agreement until the United

qu'Ottawa. Fruit d'un effort concerté, les États-Unis et le Canada ont convenu d'une cible commune pour l'industrie de l'automobile en matière d'économie d'essence : 54,5 milles au gallon d'ici 2025, parc de véhicules vendus (et non proposés). L'allègement des véhicules (une spécialité canadienne) aidera les compagnies à atteindre cette cible mais, cette année, la réduction des prix de détail de l'essence agit à la hausse sur la vente de camions légers et de VUS de plus grande taille, moins écoénergétiques. En 2017, le renouvellement du pouvoir réglementaire de la National Highway Transportation Safety Administration (NHTSA) du Département des transports des É.-U., grâce auquel elle peut faciliter l'atteinte des nouvelles cibles d'efficacité énergétique, fera l'objet d'un vote au Congrès. Or, l'allègement des véhicules, que d'aucuns soupçonnent de compromettre la sécurité des passagers, suscitera certes des débats houleux. Si le Congrès devait retirer ce pouvoir à la NHTSA, c'est non seulement l'héritage environnemental d'Obama mais aussi l'industrie de l'automobile en Ontario qui en subiraient les contrecoûts.

L'industrie nord-américaine de l'automobile fourbit déjà ses armes en vue de composer avec les changements qu'engendrera le Partenariat



"The North American auto industry is bracing for changes due to the Trans Pacific Partnership." | « L'industrie nord-américaine de l'automobile fourbit déjà ses armes en vue de composer avec les changements qu'engendrera le Partenariat transpacifique ».



“Doer was well-liked and widely-respected in Washington as someone who understood energy and environmental issues in detail.” | « Doer était bien aimé et très respecté à Washington en tant que spécialiste des enjeux de l'énergie et de l'environnement ».

States has done so, and the U.S. Congress may delay ratification – in part to avoid a politically sensitive trade vote in an election year, and in part because some would prefer to wait until Obama's successor is in office to press for possible changes or simply to give the new president credit for ratifying the deal. Still, this too will generate uncertainty in the bilateral relationship that Canada's new government cannot fix alone.

This is why the National Governors Association meeting in Colorado in late October was a lost opportunity. All of the Canadian provincial and territorial premiers were invited, along with the Mexican state governors by NGA Chair John Hickenlooper, Colorado's governor, who sought to bring together sub national leaders from across North America. Mexico's governors arrived in force, but only Yukon Premier Darrel Pasloski <http://www.embassynews.ca/news/2015/10/31/Pasloski-lone-premier-to-attend-North-American-leaders-summit-in-Colorado/47813> bothered to show up. States and provinces are key leaders when it comes to energy and environment. Trudeau would have had some new allies in improving Canada-U.S. relations over energy and environmental issues had the premiers taken up the invitation to Colorado Springs.

Still, Trudeau can improve his relationship with Obama with two upcoming decisions. The first is his selection of a new ambassador to the

transpacifique (PTP), le volet le plus tangible « du pivot vers l'Asie » d'Obama en matière de politique étrangère. En vertu de la règle d'origine de l'ALÉNA, le contenu nord-américain des véhicules doit être à hauteur de 62,5 % pour avoir droit au traitement exempt de droits de douane; le PTP réduirait ce seuil à 40 % de contenu PTP, obligeant les producteurs canadiens à concurrencer les fournisseurs automobiles du Japon, du Vietnam et aussi de l'Australie – qui a perdu bon nombre de ses usines d'assemblage mais qui compte un nombre appréciable de fournisseurs très affamés – pour un plus petit pourcentage garanti de chaque véhicule.

Il est peu probable que le gouvernement Trudeau accepte de ratifier l'accord PTP avant que les États-Unis ne l'aient fait, et le Congrès américain pourrait en retarder la ratification – entre autres, pour éviter un vote très sensible sur un accord commercial durant une année électorale, et aussi parce que certains préféreraient attendre l'entrée en fonction du successeur d'Obama pour tenter de modifier l'accord ou tout simplement pour que le nouveau président puisse s'approprier le crédit de la ratification de l'accord. Tout de même, cela aussi engendrera de l'incertitude dans notre relation bilatérale, incertitude que le nouveau gouvernement du Canada ne pourra apaiser seul.

C'est pourquoi la réunion de la National Governors Association (NGA) au Colorado à la fin d'octobre a été une occasion ratée. Tous les premiers ministres des provinces et des territoires y avaient été conviés, de même que les gouverneurs d'État du Mexique. C'est le président de la NGA, John Hickenlooper, gouverneur du Colorado, qui les y avait invités car il souhaitait rassembler des leaders sous-centraux de partout en Amérique du Nord. Bon nombre des gouverneurs mexicains y sont allés, mais seul le premier ministre du Yukon, Darrel Pasloski [<http://www.embassynews.ca/news/2015/10/31/Pasloski-lone-premier-to-attend-North-American-leaders-summit-in-Colorado/47813>] s'est donné la peine d'y assister. Les États et les provinces sont des leaders clés en matière d'énergie et d'environnement. Trudeau aurait pu disposer de quelques nouveaux alliés en vue d'améliorer les relations Canada-É.-U. au titre des enjeux énergétiques et environnementaux si les premiers ministres avaient accepté de se rendre à Colorado Springs.

Il n'en demeure pas moins que Trudeau peut toujours améliorer sa relation avec Obama à la lumière de deux décisions qu'il doit prendre sous peu. La première, c'est la sélection du nouvel ambassadeur du Canada aux États-Unis en remplacement de Gary Doer qui a signifié son intention de quitter son poste dès qu'on lui

“It could foster greater energy integration among all three countries.” | « Ce qui pourrait favoriser une plus grande intégration énergétique entre les trois pays ».

United States to replace Gary Doer, who has announced his plans to depart as soon as a replacement can be found <http://www.thestar.com/news/world/2015/10/26/canadas-us-ambassador-leaving-washington-position.html> Doer was well-liked and widely-respected in Washington as someone who understood energy and environmental issues in detail, and was equally astute when it came to U.S. politics related to both. Whoever Trudeau chooses to send will have big shoes to fill, but also an opportunity to put a new face on Canadian diplomacy.

The other decision Trudeau can make is to host, as soon as possible, the next North American Leaders Summit. These meetings were launched after the tenth anniversary of the North American Free Trade Agreement (NAFTA) and were intended to be annual. The United States hosted the first summit in Waco, Texas in 2005, and later hosted summits in New Orleans (2008), Honolulu (2011) and Washington (2013). Mexico hosted summits in Cancun (2006), Guadalajara (2009), and Toluca (2014). Canada hosted one summit in 2007 in Montebello, but Stephen Harper failed to host meetings in 2010 and 2015 as relations with Mexico and the United States soured.

Trudeau could use his North American Leaders Summit to argue for a North American climate change strategy as Ontario Premier Kathleen Wynne has proposed <http://www.ctvnews.ca/politics/wynne-encourages-trudeau-to-pursue-north-american-climate-change-strategy-1.2626611> With a coordinated effort, Canada, Mexico and the United States could advance not just environmental goals, but also give clear signals to energy markets that could foster greater energy integration among all three countries.

Prime Minister Trudeau can do a lot to improve the Canada-United States relationship, and with it, bilateral cooperation on energy and environmental issues. His new National Resources Minister Jim Carr, a Manitoba MP with limited experience with the energy or resource

aura trouvé un remplaçant [<http://www.thestar.com/news/world/2015/10/26/canadas-us-ambassador-leaving-washington-position.html>]. Doer était bien aimé et très respecté à Washington en tant que spécialiste des enjeux de l'énergie et de l'environnement. Et, il était tout aussi astucieux quant au volet politique de ces deux enjeux aux É.-U. Le nouvel ambassadeur choisi par Trudeau devra chausser de grands souliers, mais ce sera aussi l'occasion de renouveler l'image de la diplomatie canadienne.

L'autre décision que Trudeau peut prendre, c'est d'organiser, le plus tôt possible, la prochaine réunion du Sommet des leaders nord-américains. Ces réunions ont été lancées au lendemain du dixième anniversaire de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Il devait s'agir d'un événement annuel. Les États-Unis ont organisé le premier sommet à Waco, au Texas, en 2005, et ils en ont tenu d'autres en Nouvelle Orléans (2008), Honolulu (2011) et Washington (2013). Le Mexique a tenu des sommets à Cancun (2006), Guadalajara (2009) et Toluca (2014). Quant au Canada, il a accueilli un premier sommet en 2007 à Montebello, mais Stephen Harper n'a pas tenu de réunions en 2010, en 2015, ses relations avec le Mexique et les États-Unis s'étant dégradées.

Trudeau pourrait saisir l'occasion du Sommet des leaders nord-américains qu'il aurait convoqué pour faire valoir la pertinence d'une stratégie nord-américaine en matière de changements climatiques, s'alignant sur la proposition de la première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne [<http://www.ctvnews.ca/politics/wynne-encourages-trudeau-to-pursue-north-american-climate-change-strategy-1.2626611>] Sous réserve d'un effort concerté, le Canada, le Mexique et les États-Unis pourraient non seulement faire progresser leurs objectifs environnementaux, mais aussi signifier des indications claires aux marchés de l'énergie, ce qui pourrait favoriser une plus grande intégration énergétique entre les trois pays.

Le premier ministre Trudeau peut contribuer grandement à l'amélioration des relations entre le Canada et les États-Unis et, de ce fait, de la coopération bilatérale au titre des enjeux énergétiques et environnementaux. Son nouveau ministre des Ressources naturelles, Jim Carr, député du Manitoba, possède une expérience limitée quant aux secteurs de l'énergie et des ressources [<http://www.winnipegfreepress.com/canada/Mihychuk-Carr-among-ministers-in-Trudeaus-cabinet-340130792.html>]. Quant à sa ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Catherine McKenna [[14 | ENERGY | ÉNERGIE Issue 4, 2015](http://ottawacitizen.com/news/local-news/ottawa-</p>
</div>
<div data-bbox=)



“The 2016 election will be preoccupying U.S. counterparts, foreclosing the policy window for major change until another new government takes office.” | « Les élections en 2016 préoccuperont tout aussi rapidement les homologues américains, fermant la porte à des changements stratégiques majeurs ».

sectors <http://www.winnipegfreepress.com/canada/Mihychuk-Carr-among-ministers-in-Trudeaus-cabinet-340130792.html>, and his Environment and Climate Change Minister Catherine McKenna <http://ottawacitizen.com/news/local-news/ottawa-centre-mp-mckenna-earns-cabinet-post>, a rookie M.P. with a background on social issues and human rights but new to global environmental talks, will have to work quickly to come up to speed on complex files and develop working relationships with U.S. counterparts chosen by President Obama for their decades of experience in these areas.

In the end, though, it takes two teams to play shinny. With so many issues on the global and bilateral agenda to address, the Trudeau government must manage expectations carefully. New energy in Ottawa may be able to come up to speed quickly, but the 2016 election will be just as quickly preoccupying U.S. counterparts, foreclosing the policy window for major change until another new government takes office with the requisite energy to be a better partner for Canada. ■

Christopher Sands is Senior Research Professor and Director of the Center for Canadian Studies at the Johns Hopkins University School of Advanced International Studies and a Senior Fellow of the Hudson Institute in Washington, D.C. He also holds the G. Robert Ross Chair in the College of Business and Economics at Western Washington University.

[centre-mp-mckenna-earns-cabinet-post](#)], il s'agit d'une recrue qui possède de l'expérience dans les domaines des enjeux sociaux et des droits de la personne mais qui en est à ses premiers pas au titre des négociations mondiales en matière d'environnement. Les deux devront accélérer leur apprentissage afin d'être prêts à discuter de dossiers complexes et à nouer des relations de travail avec leurs homologues des É.-U. que le président Obama a choisis parce qu'ils comptent des décennies d'expérience dans ces domaines.

Au bout du compte, il faut deux équipes pour jouer au hockey-bottine. Les enjeux à aborder au plan des négociations mondiales et bilatérales sont tellement nombreux, le gouvernement Trudeau doit gérer très attentivement les attentes. L'énergie de la nouvelle équipe à Ottawa pourrait se manifester rapidement et efficacement, mais les élections en 2016 préoccuperont tout aussi rapidement les homologues américains, fermant la porte à des changements stratégiques majeurs tant qu'un nouveau gouvernement ne sera pas installé et ne sera pas prêt à investir l'énergie requise pour devenir un meilleur partenaire pour le Canada. ■

Christopher Sands est professeur principal chargé de recherches et directeur du Center for Canadian Studies à la Johns Hopkins University School of Advanced International Studies. Il est également Senior Fellow au Hudson Institute à Washington, D.C. Enfin, il est aussi titulaire de la G. Robert Ross Chair au College of Business and Economics à la Western Washington University.

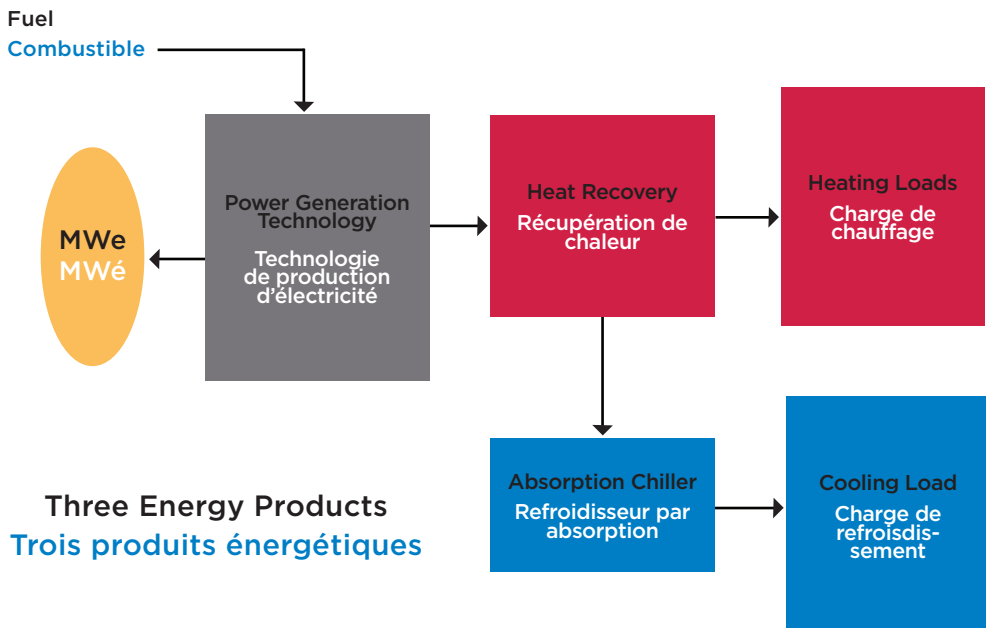
ENVIRONMENTAL NOTEBOOK |

DOSSIER ENVIRONNEMENTAL

By | Par Manfred Klein

COMBINED HEAT & POWER (CHP): Fuel combustion always produces heat first and then power later. CHP (also called cogeneration in larger power generation applications) is an efficient thermal energy system that does exactly that; combusting fuel to produce heat first and power second. Onsite cogeneration, CHP and district energy systems are highly reliable having continued to operate through many storms and regional electrical system outages. In addition to a 70-80 per cent GHG reduction against coal power, gas fired CHP systems have quantifiable benefits that are not often considered, including very low air pollution, very high system reliability, and low transmission losses, making them ideal to support renewable energy. In short natural gas based CHP and cogeneration represent both a GHG mitigation system, and a climate adaptation solution for energy resilience.

PRODUCTION COMBINÉE DE CHALEUR ET D'ÉLECTRICITÉ (PCCE) : La combustion de combustibles produit toujours de la chaleur d'abord, pour ensuite produire de l'électricité. C'est exactement ce que fait la PCCE (aussi appelée cogénération dans les applications de production d'électricité de plus grande envergure), un système d'énergie thermique efficace qui consiste à brûler du combustible pour produire de la chaleur d'abord, et de l'électricité par la suite. La cogénération sur place, la PCCE et les systèmes énergétiques de quartier sont extrêmement fiables, assurant un service continu au cours de nombreuses tempêtes et pannes de réseaux d'électricité régionaux. En plus d'une réduction de 70 à 80 % des GES par rapport à la production d'électricité au charbon, les systèmes de PCCE au gaz offrent des avantages quantifiables qui ne sont pas souvent pris en considération, y compris une très faible pollution de l'air, la très grande fiabilité des systèmes et des pertes faibles en cours de transport, ce qui les rend idéals comme soutien à l'énergie renouvelable. En bref, la PCCE au gaz naturel et la cogénération représentent à la fois un système d'atténuation des GES et une solution d'adaptation au climat pour la résilience énergétique.



SYSTEM EFFICIENCY BOOST: Gas turbine cogeneration systems have many innovations, including the use of high O₂ content of their exhaust to burn additional fuel in the heat recovery boiler. These duct burners can boost steam production with several benefits:

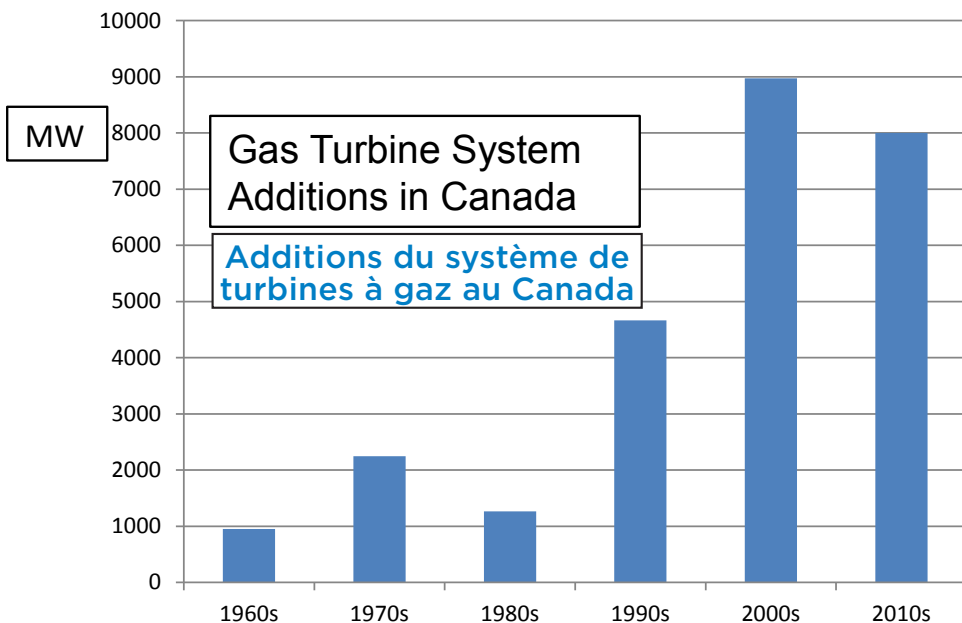
- allowing smaller gas turbines for CHP applications;
- provide good opportunities for aero-derivative gas turbines;
- increased heat transfer and lower stack temperatures for better efficiency; and
- provide intermittent cycling flexibility.

EFFICACITÉ ACCRUE DES SYSTÈMES : Les systèmes de cogénération à turbine à gaz présentent un bon nombre d'innovations, y compris l'utilisation de leurs rejets à haute teneur en O₂ pour brûler du carburant supplémentaire dans leurs chaudières de récupération de chaleur. Ces brûleurs en conduit offrent plusieurs possibilités en matière de production de vapeur :

- L'utilisation de plus petites turbines à gaz pour les applications de PCCE;
- L'utilisation de turbines à gaz aérodérivées;
- Un transfert de chaleur accru et une température de cheminée moins élevée pour une meilleure efficacité;
- Un contrôle cyclique intermittent plus souple.

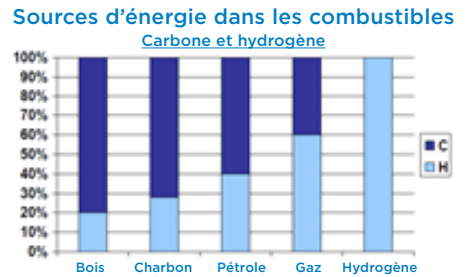
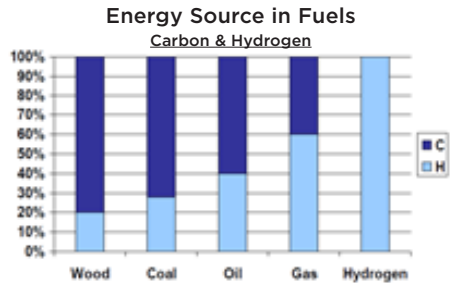
GAS TURBINES FOR CLEANER ENERGY: Stationary gas turbine energy systems have been the most prolific of any energy technology additions over the last two decades. They are used for pipeline compressors, in the electricity sector to drive electrical generators, and in industrial and municipal cogeneration and CHP systems. Over half of the fleet has been added since the year 2000, resulting in 16 000 MW of newly installed systems in over 100 locations, which have helped to avoid about 40 Mt/yr of CO₂eq and 300 kT/yr of air pollution across Canada.

LES TURBINES À GAZ POUR UNE ÉNERGIE PLUS PROPRE : Les systèmes énergétiques à turbines à gaz stationnaires ont été les plus prolifiques de toutes les innovations de la technologie énergétique au cours des deux dernières décennies. Ils sont utilisés sur les compresseurs de pipelines, dans le secteur de l'électricité pour faire fonctionner les générateurs d'électricité et dans les systèmes industriels et municipaux de cogénération et de PCCE. La flotte a plus que doublé depuis l'an 2000, résultant en 16 000 MW de systèmes nouvellement installés à plus de 100 endroits, ce qui a permis d'éviter près de 40 tm/année d'éq. CO₂ et 300 kT/année de pollution de l'air à l'échelle du Canada.



HYDROGEN-BASED ENERGY: Hydrogen atoms dominate the composition of the universe. Methane (CH₄) is a unique fuel, where the H-atoms have over four times more energy per unit weight than the carbon content. They provide 60 per cent of the energy value of natural gas, making it in reality more a “hydrogen fuel” than a carbon-based fossil fuel. Along with high efficiency, this is the reason for the low CO₂ emissions of many natural gas systems.

ÉNERGIE DÉRIVÉE DE L’HYDROGÈNE : Les atomes d’hydrogène dominent la composition de l’univers. Le méthane (CH₄) est un combustible unique, dans lequel les atomes d’hydrogène ont plus de quatre fois plus d’énergie par unité de poids que la teneur en carbone. Ils produisent 60 % de la valeur énergétique du gaz naturel, ce qui fait donc de ce dernier un « carburant à l’hydrogène » plutôt qu’un combustible fossile carboné. C’est pourquoi, en plus d’être très efficaces, bon nombre de systèmes au gaz naturel ont un faible taux d’émission de CO₂.



REDUCING STATION BLOWDOWNS:

Rather than venting methane during necessary compressor unit maintenance shutdowns, Union Gas is using mobile natural gas compressors to transfer the natural gas in the station yard piping back into the main pipeline. The Lobo and Bright stations each have a 100 kW electric motor driving four small NGV compressors to remove gas and reduce the 5000 kPa yard pressures down to below 400 kPa. This allows the entire site to be drawn down for maintenance projects, with minimal gas releases.

RÉDUCTION DES PURGES DES STATIONS :

Plutôt que d’évacuer le méthane durant les indispensables interruptions pour l’entretien des unités de compression, Union Gas utilise des compresseurs mobiles à gaz naturel pour transférer le gaz naturel de la tuyauterie extérieure de la station dans le pipeline principal. Les stations Lobo et Bright comptent chacune un moteur électrique de 100 kW qui alimente quatre petits compresseurs VGN pour éliminer le gaz et réduire les pressions extérieures de 5000 kPa à moins de 400 kPa, ce qui permet d’abaisser le niveau de l’ensemble de l’installation pour les projets d’entretien, avec un rejet minimal de gaz.

SUPPORTING WIND POWER:

Combined cycle natural gas-based technology used in today’s electric generation is an excellent choice to support intermittent renewable energy, like solar and wind, because it is able to respond to plant cycling issues and avoid damage to equipment. Flexible gas turbine operations have been optimized for part load and start-up sequences. Newer designs have also increased ramp-up rates from 20 MW/min to 50 MW/min using redesigned steam systems, variable loading rates, and once-through steam generators that result in more moderate NOx emissions levels.

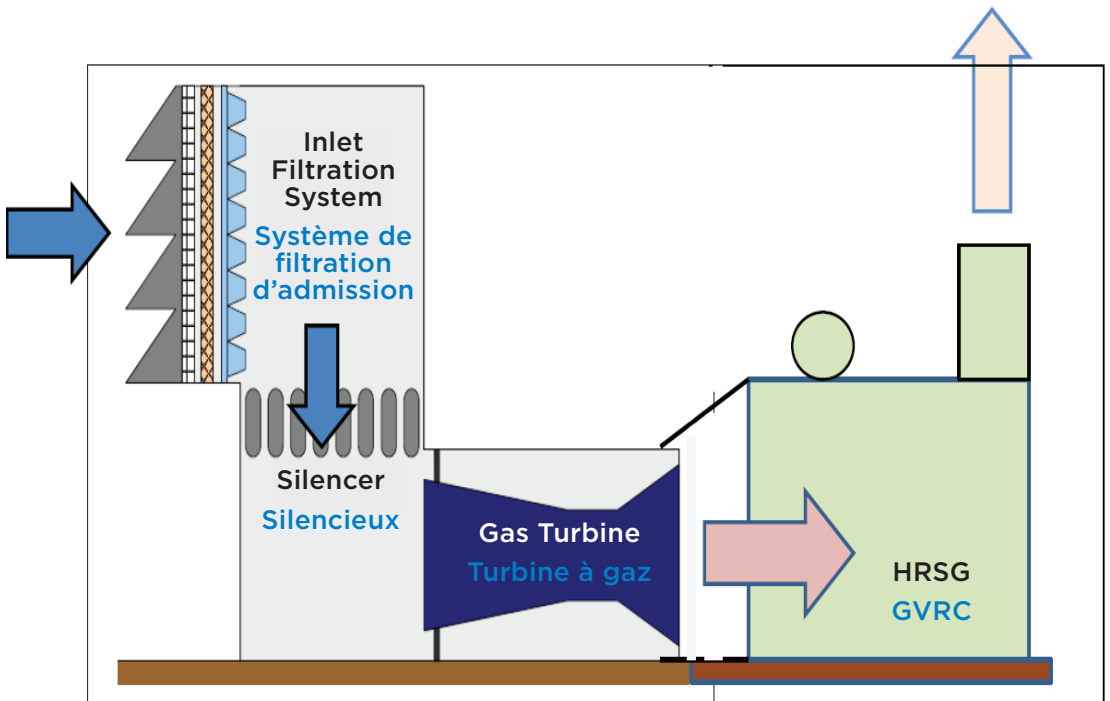
SOUTIEN À L’ÉNERGIE ÉOLIENNE :

La technologie à cycle combiné au gaz naturel utilisée dans la production d’électricité d’aujourd’hui est un excellent choix pour soutenir l’énergie renouvelable intermittente, comme l’énergie solaire et éolienne, parce qu’elle peut répondre aux problèmes liés au contrôle cyclique des centrales et éviter d’endommager le matériel. Le fonctionnement flexible des turbines à gaz a été optimisé pour la charge partielle et les séquences de démarrage. Des conceptions plus récentes ont également augmenté les taux de production accrue de 20 MW/min à 50 MW/min au moyen d’une nouvelle conception des systèmes à vapeur, de taux de chargement variables et de générateurs de vapeur à passage direct qui produisent des niveaux plus modérés d’émissions de NOx.

Cleaning the Air | Purifier l'air

CLEANING THE AIR: Why are 'gas turbines' called that? Well it's not because they burn natural gas fuel. The 'gas' referred to is the high pressure hot air going through the turbine blades. A 30 MW gas turbine will push through a volume of air equivalent to that of a large city's air (2 billion m³) in its annual power generation. Large, highly advanced, inlet air filters ensure this intake air is very clean to maximize the turbine's performance. As a result, rather than producing fine particulate pollution, these systems actually remove most sub-micron particulate matter (PM), dust and volatile organic compounds (VOCs) from nearby air.

PURIFIER L'AIR : Pourquoi les « turbines à gaz » sont-elles appelées ainsi? Eh bien, ce n'est parce qu'elles brûlent du gaz naturel. Le « gaz » en question s'entend de l'air chaud sous haute pression passant par les aubes des turbines. Une turbine à gaz de 30 MW poussera un volume d'air équivalant à celui d'une grande ville (2 milliards de m³) dans sa production annuelle d'électricité. De grands filtres d'admission d'air à la fine pointe de la technologie assurent la propreté de l'air admis afin de maximiser le rendement des turbines. Par conséquent, plutôt que de produire une pollution de fines particules, ces systèmes éliminent en grande partie la matière particulaire (MP) submicronique, la poussière et les composés organiques volatils (COV) de l'air ambiant.





Sustainable Development
Technology Canada



CANADIAN GAS ASSOCIATION
ASSOCIATION CANADIENNE DU GAZ

End-use natural gas innovation technology developer?

If your innovation impacts the end use of natural gas in one of these areas, **talk to us.**

- Residential
- Power Generation
- Commercial
- Transportation
- Industrial
- Renewable Gas Appliances



sdtc.ca/ng



ENERGY REGULATION QUARTERLY

A forum for discussion and debate on issues affecting regulated energy industries

PUBLICATION TRIMESTRIELLE SUR LA RÈGLEMENTATION DE L'ÉNERGIE

Un forum pour discuter et débattre des questions touchant les industries réglementées du secteur de l'énergie.

www.energyregulationquarterly.ca

WHY CHOOSE
NATURAL
GAS?

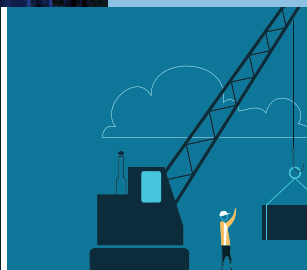
POURQUOI
CHOISIR LE
GAZ NATUREL?

Over 6.6 million Canadian homes, businesses and industry use natural gas today. Tomorrow, this affordable, abundantly available, clean, versatile, safe and reliable product promises even more opportunities.

Plus de 6.6 millions de foyers, d'établissements et d'industries au Canada utilisent actuellement le gaz naturel. Demain, cette ressource abordable, propre, polyvalente, sécuritaire et fiable ouvrira la porte à encore plus de possibilités.

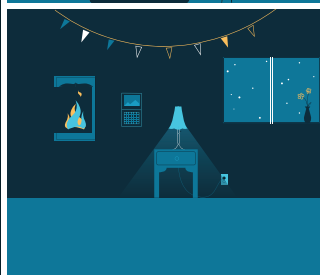


CANADIAN GAS ASSOCIATION
ASSOCIATION CANADIENNE DU GAZ



Because it offers solutions for tomorrow's energy needs

Parce qu'il offre des solutions pour les nouveaux besoins énergétiques de demain



Because it meets energy needs in Canadian communities today and promises solutions for rural and remote communities of tomorrow

Parce qu'il comble actuellement les besoins énergétiques dans les collectivités canadiennes et promet des solutions pour les collectivités rurales et éloignées de demain



Because it's the affordable, clean energy choice to help deliver the economic growth we need to prosper

Parce qu'il est le choix énergétique abordable et propre qui contribue à stimuler la croissance économique nous permettant de prospérer

www.cga.ca

What have we Learned from Canadian Voters from the 2015 Election? How Important was Energy Policy and the Environment During this Election Campaign? | **Que nous ont appris les électeurs canadiens durant les élections de 2015? Quelle a été l'importance de la politique énergétique et de l'environnement durant la campagne électorale?**

VIEWS FROM OUR POLITICAL COMMENTATORS: NDP, CONSERVATIVE AND LIBERAL | *LES POSITIONS DE NOS ANALYSTES: NDP, CONSERVATEUR, ET LIBÉRAL*



BY | PAR KATHLEEN MONK

Academics, pundits and political campaigners will continue to reflect on the lessons learned from 2015 federal election campaign for some time, but what's clear is that Canadian voters wanted change. The 'Time for Change' zeitgeist dominated the election, and policy matters around energy and the environment were relegated to the back burner.

That probably won't surprise many political

Les universitaires, la médiacratie et les défenseurs politiques continueront de méditer pendant un certain temps sur les leçons qui se dégagent de la campagne électorale fédérale de 2015. Il demeure toutefois évident que les électeurs canadiens souhaitaient un changement. On ne saurait donc s'étonner que le mot d'ordre « Il est temps que les choses changent » ait dominé les élections, et que les questions de principe au sujet de l'énergie et de l'environnement aient été reléguées au second plan.

Voilà qui ne prendra pas par surprise de nombreux observateurs politiques. Pour reprendre les paroles bien connues de l'ancienne première ministre Kim Campbell lors des élections fédérales de 1993, « les élections ne sont pas le moment de discuter d'enjeux sérieux ». La manière dont le nouveau gouvernement libéral tiendra compte des questions de principe portant sur l'énergie et l'environnement, toutefois, dépendra probablement du nombre de Canadiens et Canadiennes qui auront été irrités par la démarche du gouvernement conservateur de Stephen Harper sur des questions environnementales, le changement climatique et la science. Des millions de Canadiens et Canadiennes ont d'ailleurs signifié leur mécontentement en ce sens lorsqu'ils se



"Political campaigners will continue to reflect on the lessons learned from 2015 federal election campaign." | « Les défenseurs politiques continueront de méditer pendant un certain temps sur les leçons qui se dégagent de la campagne électorale fédérale de 2015 ».

watchers, former prime minister Kim Campbell famously remarked in the 1993 federal election "An election is no time to discuss serious issues." How this new Liberal government approaches policy matters around energy and the environment, however, will likely be informed by how many Canadians were irked by Stephen Harper's Conservative government's approach on environmental issues, climate change and science. And millions of Canadians voiced their displeasure by casting their ballot against Harper. This is why Prime Minister Trudeau's approach to energy and the environment will need to be carefully managed going forward.

Early signals are encouraging. It's true the environment and energy policy didn't grab many headlines during the federal election campaign, but it dominated Prime Minister Trudeau's first month in office. Within 48 hours of being sworn-in as Prime Minister, Justin Trudeau was forced to react to President Obama's rejection of the Keystone XL (KXL) pipeline and just weeks after forming his cabinet, Mr. Trudeau and his newly minted Minister of the Environment and Climate Change, Catherine McKenna, led the Canadian delegation to the 21st Conference of the Parties (COP21) in Paris.

Significant questions lie ahead for Mr. Trudeau, starting with Canada's energy relationship with the United States. Mr. Trudeau and President Obama held opposing positions on KXL, but what was made very clear from the United States President's comments was that Canada needs to do a better job of improving our environmental record and in so doing our reputation. Alberta Premier Rachel Notley reacted to the news of the rejection of KXL by rightly saying we need to improve Canada's reputation on the environment so that we can, finally, have drama-free conversations about how

sont rendus aux urnes. C'est pourquoi la façon dont le premier ministre Justin Trudeau devra envisager l'énergie et l'environnement devra être gérée avec soin.

Déjà, les signes avant-coureurs sont prometteurs. Il est vrai que les enjeux entourant l'environnement et l'énergie n'ont pas défrayé la chronique au cours de la campagne électorale fédérale, mais ils ont néanmoins marqué le premier mois du mandat de Justin Trudeau en qualité de premier ministre. Dans les 48 heures qui ont suivi son assermentation comme premier ministre, M. Trudeau a dû donner suite au rejet par le président Obama du pipeline Keystone XL et, tout juste quelques semaines après avoir constitué son Cabinet, il a dirigé la délégation canadienne lors de la 21^e Conférence annuelle des Parties (COP21) à Paris, accompagné de la nouvelle ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Mme Catherine McKenna.

M. Trudeau devra composer avec des dossiers d'importance considérable, à commencer par les liens qu'entretient le Canada avec les États-Unis sur le plan de l'énergie. M. Trudeau et M. Obama ont des positions divergentes sur le pipeline Keystone XL, mais le président Obama a fait ressortir nettement que le Canada doit déployer davantage d'efforts pour améliorer sa façon de gérer le dossier sur l'environnement et, ce faisant, notre réputation. La première ministre albertaine Rachel Notley a réagi à la nouvelle du rejet du pipeline Keystone XL en affirmant à juste titre que nous devons améliorer la réputation du Canada sur l'environnement afin de pouvoir, en définitive, avoir une conversation libre de toutes entraves sur la manière d'ériger notre infrastructure énergétique.

Alors, comment aller de l'avant et miser sur une infrastructure énergétique qui permette à la population canadienne de tirer profit de nos généreuses ressources tout en respectant l'environnement? Les Libéraux se sont engagés

"How do we move forward and build energy infrastructure that allows Canadians to benefit from our tremendous resources." | « Comment aller de l'avant et miser sur une infrastructure énergétique qui permette à la population canadienne de tirer profit de nos généreuses ressources ».



"Environment and energy policy dominated Prime Minister Trudeau's first month in office." | « L'environnement et l'énergie ont marqué le premier mois du mandat de Justin Trudeau en qualité de premier ministre ».

to build our energy infrastructure.

So, how do we move forward and build energy infrastructure that allows Canadians to benefit from our tremendous resources, while still respecting the environment? Liberals committed to overhaul and fix environmental assessments, including subjecting ongoing reviews for Kinder Morgan and Energy East to a new revised review process. The question now is whether Mr. Trudeau will follow through. Will the Liberal government halt ongoing proceedings until a new process is in place? How will they negotiate new emission targets? What happens if some of the provinces won't play ball?

These are the questions government, industry and Canadians will wrestle with in months and years ahead. ■

Kathleen Monk is a senior communications strategist and frequent media commentator on politics and public affairs. She was the catalyst behind the Broadbent Institute, as its founding Executive Director, and served as spokesperson and media director for Jack Layton's 2011 election campaign, which resulted in the best election result in the party's 50-year history.

à revoir les évaluations environnementales, ainsi qu'à soumettre les évaluations continues de Kinder Morgan et Energy East à un nouveau processus révisé. La question qui se pose maintenant est de savoir si M. Trudeau empruntera cette voie. Le gouvernement libéral arrêtera-t-il le processus actuel jusqu'à ce qu'un nouveau processus soit en place? Comment négociera-t-il un nouvel objectif chiffré en termes d'émissions? Et que faire si certaines provinces ne renvoient pas la balle?

Ce sont là les questions avec lesquelles le gouvernement, l'industrie et la population canadienne devront composer au cours des mois et des années à venir. ■

Kathleen Monk est stratège principale en communications et agit fréquemment comme commentatrice dans les médias sur des questions politiques et d'affaires publiques. À titre de directrice générale fondatrice, elle a été un catalyseur pour l'Institut Broadbent. De plus, elle a joué le rôle de porte-parole et de directrice des médias pour la campagne électorale de Jack Layton en 2011, qui a obtenu le meilleur résultat de scrutin des 50 années d'existence du Parti.



BY | PAR TIM POWERS

The second longest campaign in Canadian history is over and to some it provided an unexpected result – a Liberal majority government. Certainly going into the election in August that was not the first outcome people were projecting. But in the end that is what happened. Why?

According to our research company Abacus Data, who have done a significant post-election analysis, the 2015 Canadian General Election was really two campaigns in one. Campaign one, as our team described it, was about whether the Conservatives deserved to be re-elected and whether a credible alternative was available. Campaign two was about which alternative was the best to replace Stephen Harper.

You know the results. Canadians decided they wanted change. The Tories were turfed from office though left with a solid base from which to rebuild. Canadians elected Justin Trudeau's Liberals who clearly out-maneuvered the NDP as the alternative to best replace Stephen Harper.

During the campaign Abacus discovered that among the 76 per cent of voters who said they preferred to see a change in government, whether they preferred ambitious or moderate change, and change that would be felt soon, or more gradually. Most (58 per cent) favoured change that would be felt soon, rather than more gradually (42 per cent). This is the consensus in all three of the largest seat provinces. Among NDP-Liberal swing voters, 65 per cent want change sooner rather than later. - See more at: <http://abacusdata.ca/the-battle-for-the-change-vote/#sthash.h4NgSilk.dpuf>. The Liberals were the vehicle for ambitious change.

It is hard to tell what real impact specific policy positions themselves had on voters during the

Voilà que la seconde plus longue campagne électorale dans l'histoire du Canada est chose du passé. Pour d'aucuns, l'issue était inattendue – un gouvernement libéral majoritaire. Au début de la campagne, en août, ce n'était sûrement pas le premier résultat auquel les gens s'attendaient. Mais, au bout du compte, c'est ce qui s'est produit. Pourquoi?

D'après Abacus Data, notre compagnie de recherche qui a effectué beaucoup d'analyse post-électorale, la campagne électorale des élections générales canadiennes de 2015 a compté deux volets. Le premier, selon notre équipe, a eu pour thème : Est-ce que les Conservateurs méritent d'être réélus et existe-il une solution de rechange valable. Durant le second, les gens se sont plutôt demandé : Laquelle des solutions de rechange est la meilleure pour remplacer Stephen Harper.

Vous connaissez le résultat. Les Canadiens ont opté pour le changement. Le Parti conservateur a été évincé du pouvoir mais il dispose toujours d'une base solide sur laquelle rebâtir. Les Canadiens ont élu le Parti libéral de Justin Trudeau, lui qui a clairement déjoué les plans du NPD et s'est positionné comme la solution à privilégier pour prendre la relève de Stephen Harper.

Durant la campagne, Abacus a constaté que chez le 76 % des électeurs qui souhaitaient un changement de gouvernement, qu'il s'agisse d'un changement ambitieux ou modéré, et un changement qui se ferait sentir rapidement ou graduellement, la plupart (58 %) ont privilégié un changement rapide plutôt que graduel (42 %). Tel était le consensus dans les trois provinces comptant le plus grand nombre de sièges. Chez les électeurs flottants partisans du Parti libéral et du NPD, 65 % voulaient du changement plus tôt tandis que plus tard. Apprenez-en davantage en consultant : <http://abacusdata.ca/the-battle-for-the-change-vote/#sthash.h4NgSilk.dpuf>. Aux yeux des électeurs, c'est le Parti libéral qui constituait le véhicule d'un changement ambitieux.

Il est difficile d'évaluer l'impact réel des positions stratégiques des partis sur les électeurs durant la campagne. Par exemple, Abacus a demandé aux électeurs quel était l'enjeu stratégique le plus important auquel étaient confrontés les Canadiens. Seulement 4 % ont répondu l'environnement, alors que 46 % ont répondu l'économie et l'emploi. Est-ce que les Canadiens ont tenu compte de l'énergie – et comment – en répondant à cette question? Ce n'est pas clair.



"A change election has almost certainly produced a change in approach." | « De cette élection marquée au coin du changement est certes issu un changement dans la démarche ».

campaign. For example, when Abacus asked Canadians what the single most important policy issue facing Canadians was during the campaign only four per cent said the environment. Whereas 46 per cent said economy and jobs was the single most important issue. Whether and how Canadians viewed energy in the latter measurement is not clear.

The early days of the new government will provide key indicators on how environmental and energy policy will be managed over the next four years. From the appointment of the new environment minister, to Canada's positioning and delegation heading to the Paris climate meetings, to the influence of the various Liberal regional caucuses all of these things will be key to watch in understanding what guides the new government's policy directions. The Liberal election platform also potentially provides a helpful roadmap on the way forward.

A change election has almost certainly produced a change in approach. Future Liberal political success will likely be judged on how effective they are at delivering change. Expect change in the way you do business. ■

Tim Powers, is the Vice-Chairman of Summa Strategies Canada and the managing partner of Abacus Data, both headquarter are in Ottawa. Mr. Powers appears regularly on CBC's Power and Politics program as well as on VOCM in his home province of Newfoundland and Labrador.

Il se dégagera des premiers jours du nouveau gouvernement des indications clés de la façon dont il orientera ses politiques en matière d'environnement et d'énergie au fil des quatre prochaines années. De la nomination du nouveau ministre de l'Environnement, à la composition de la délégation aux réunions sur le changement climatique à Paris et à la position qu'y défendra le gouvernement, jusqu'à l'influence exercé par les divers caucus libéraux régionaux, voilà des facteurs clés à suivre pour bien saisir les éléments qui baliseront les orientations stratégiques du nouveau gouvernement. La plateforme électorale du Parti libéral constitue aussi une source potentielle d'information sur les voies que compte emprunter le gouvernement.

De cette élection marquée au coin du changement est certes issu un changement dans la démarche. Dorénavant, les succès politiques du gouvernement libéral seront évalués en fonction de l'efficacité avec laquelle il opérera des changements. Attendez-vous à devoir changer vos façons de faire. ■

Tim Powers est vice-président de Summa Strategies Canada ainsi que président d'Abacus Data, toutes deux ayant leur siège social à Ottawa. M. Powers est souvent invité à l'émission Power and Politics du réseau de télévision CBC, ainsi qu'à la chaîne VOCM de Terre-Neuve-et-Labrador, sa province d'origine.



BY | PAR STEPHEN HAMPTON

In an election that was dominated by change, we learned that Canadians should not be underestimated, and as a society, we are more socially conscious than some people would give us credit for. In Canada's longest election in over a century, Canadians were given three very different ways forward and Canadians responded by electing a large Liberal majority government.

Political operatives will tell politicians to relate policies to emotion because people vote not just on policy but on the emotions that comes with them. This election was about change and it inspired Canadians to show up to the polls and in a lot of cases show up for the first time. There was also considerable access to three very different platforms outlining each party's vision moving forward. Energy and the environment were clear priorities for all parties in different ways, however it is hard to tell how influential those policies were in terms of swaying people's actual vote.

Looking forward however, I think we can see that the Liberal party will look to follow through with their significant promises on the environment, specifically with the appointment of Ottawa based MP, Catherine McKenna, an international trade lawyer by training and former legal counsel to the United Nations, as the Minister of the Environment **and** Climate Change. Furthermore, the appointment of Mr. Dion as the chair of the Cabinet Committee on Climate Change and the environment is a clear indication of the government's commitment to addressing the pressing issue of climate change. I expect that foreign affairs and the environment will work hand in hand and will try to rebrand Canada's image on a global scale as a serious player on the climate and environment portfolio.

I also believe that the Trudeau government's

Durant des élections où le changement a occupé une large place, nous avons appris qu'il ne faut pas sous-estimer les Canadiens et que, collectivement parlant, nous sommes davantage socialement responsables que certains le croient. Durant la plus longue campagne électorale du dernier siècle, on a proposé aux Canadiens trois façons très différentes d'envisager l'avenir et les Canadiens ont élu un gouvernement libéral largement majoritaire.

Les agents politiques feront valoir aux politiciens qu'on ne peut dissocier politiques et émotions, que les gens votent à la fois pour des politiques et les émotions qu'elles suscitent. Ces élections avaient pour thème le changement, thème qui a su inciter les Canadiens à voter et, dans de nombreux cas, pour la première fois. Les gens ont aussi pu amplement consulter les plateformes très différentes des trois partis énonçant leur vision de l'avenir. L'énergie et l'environnement étaient des priorités claires – mais de façon différente – pour tous les partis. Il est cependant difficile de se prononcer sur l'influence de ces politiques sur le vote des gens.

Si on tourne les yeux vers l'avenir, je crois qu'on peut affirmer que le Parti libéral entend donner suite à ses grandes promesses en matière d'environnement. C'est d'ailleurs ce que ressort de la nomination de Catherine McKenna, députée de la région d'Ottawa, avocate en commerce international de formation et autrefois conseillère juridique aux Nations Unies, en tant que ministre de l'Environnement **et** du Changement climatique. Par ailleurs, la nomination de M. Dion à la présidence du Comité du Cabinet chargé du changement climatique et de l'environnement met en lumière l'engagement du gouvernement de se pencher sur l'enjeu pressant du changement climatique. Il faut s'attendre à ce que les ministères des Affaires étrangères et de l'Environnement collaboreront étroitement en vue de refaire l'image de marque du Canada à l'échelle mondiale en le positionnant comme un intervenant sérieux au titre des domaines du climat et de l'environnement.

Je suis aussi d'avis qu'il découlera de l'approche du gouvernement Trudeau en matière de changement climatique des occasions à saisir par le secteur énergétique canadien pour favoriser son essor. L'un des plus grands échecs de la dernière décennie a été l'incapacité du Canada d'acheminer son énergie sur les marchés, un noeud que, selon Trudeau, un gouvernement et une industrie socialement responsables sauront dénouer, tout particulièrement dans



"The Trudeau government's approach to climate change creates an opportunity for Canada's energy industry to move forward." | « L'approche du gouvernement Trudeau en matière de changement climatique des occasions à saisir par le secteur énergétique canadien pour favoriser son essor ».

approach to climate change creates an opportunity for Canada's energy industry to move forward. One of the biggest failures of the last decade has been Canada's ability to get our energy to market, something that Trudeau hopes a climate conscious government and industry will be able to accomplish, specifically with our neighbours to the south. The next 12 months are key for this government on the energy and climate change files as they will set the tone for what is to come. By raising the environmental standards and Canada's role in fighting climate change, there may be an opportunity for Canada's energy sector to boom.

The 2015 federal election showed that Canadians wanted a change from the former government and elected a party to govern that seems serious about climate change but actively wants to see our energy sector excel, it's a fine-line to walk, but if the election taught us anything it's that any obstacle can be overcome. ■

Stephen Hampton is a Consultant at Crestview Strategy, a public affairs agency with offices in Toronto and Ottawa. Stephen started his career on Parliament Hill and has worked for political campaigns at all levels of government.

leurs relations avec nos voisins du Sud. Les prochains 12 mois seront très importants pour ce gouvernement au titre des dossiers de l'énergie et du changement climatique car ils donneront le ton à ce que l'avenir nous réserve. En rehaussant les normes environnementales et le rôle du Canada dans la lutte contre le changement climatique, voilà peut-être une occasion à saisir par le secteur énergétique canadienne pour reprendre son envol.

Les élections fédérales de 2015 ont révélé que les Canadiens voulaient évincer leur ancien gouvernement. Ils ont confié le pouvoir à un parti qui semble aborder avec sérieux le changement climatique mais qui souhaite aussi ardemment que notre secteur énergétique excelle. Voilà une position fort délicate. Or, si nous avons appris quelque chose de ces dernières élections, c'est bien qu'aucun obstacle n'est insurmontable. ■

Stephen Hampton est consultant chez Crestview Strategy, une agence d'affaires publiques ayant des bureaux à Toronto et à Ottawa. Stephen a commencé sa carrière sur la Colline du Parlement et a travaillé à des campagnes politiques à tous les niveaux de gouvernement.



COMPLETE NATURAL GAS SUPPLY CHAIN FLOW MEASUREMENT

THIS IS **SICK**
Sensor Intelligence.

SICK offers a wide range of innovative ultrasonic gas flow measuring devices that provide cost-effective solutions for a variety of applications- from measurement in flare applications... to custody transfer metering in natural gas distribution, and measurement in process applications. SICK also provides ultrasonic measurement for emission monitoring and process control. Find out more about how to save costs and improve reliability in your power plant applications - all from one provider. We think that's intelligent. Call 855-742-5583 or visit www.sickcanada.com.

The Demand for Energy Security in Ukraine – An Interview with Andriy Kobolev, Chairman and CEO of Naftogaz |

À la recherche de la sécurité énergétique pour l'Ukraine – Une entrevue avec Andriy Kobolev, président général de Naftogaz

BY | PAR DIANE FRANCIS

Diane Francis visited Ukraine in June as a journalist, the latest of her many visits there dating back to 1992. She wrote this about the country's natural gas monopoly Naftogaz, Ukraine's largest corporation, and the 12th largest corporation in Eastern Europe. Naftogaz's history has been controversial, due to corruption. She, and others, sat down with Naftogaz Chairman and CEO Andriy Kobolev and his team who provided an overview of the state of their business during their country's and company's most turbulent years.

Natural gas is a preferred fuel around the world because of its low cost and low emissions compared with other fuels. So you would think that being CEO of one of the world's largest oil and natural gas utilities, with significant supplies and a huge export market, is a plum assignment.

Diane Francis a visité l'Ukraine en juin en sa qualité de journaliste. La dernière de ses nombreuses visites remontait à 1992. Elle a écrit cet article au sujet du monopole de gaz naturel Naftogaz du pays, la plus grande entreprise de l'Ukraine et la douzième en importance en Europe de l'Est. L'histoire de Naftogaz est controversée en raison de la corruption. Diane, accompagnée d'autres personnes, a rencontré le président-directeur général (PDG) de Naftogaz Andriy Kobolev et son équipe afin d'avoir un aperçu de l'état des activités de l'entreprise au cours des années les plus turbulentes, tant du pays que de l'entreprise.

Le gaz naturel est un combustible de choix dans le monde entier en raison de son faible coût et de ses faibles émissions par rapport aux autres combustibles. Aussi, on serait tenté de croire que d'être le PDG de l'une des plus grandes entreprises de pétrole et de gaz naturel au monde, une entreprise disposant d'importantes provisions et dotée d'un énorme marché d'exportation, constituerait une affectation en or.

Mais il n'en est rien.

En mars 2014, Andriy Kobolev, âgé de 37 ans, a pris les rênes de Naftogaz après que l'ancien PDG eut été mis en examen relativement à une fraude massive. Son



Flag of Ukraine. | Drapeau de l'Ukraine.

But you would be wrong.

In March 2014, Andriy Kobolev, 37, took over the reins of Naftogaz after the former CEO was investigated concerning a massive fraud. His ascension came just one month after the country's then-President fled to Russia following Ukraine's second revolution in a decade against political corruption and pro-Russian policies. Since that President's departure, nine per cent of the country has been occupied with Russian

ascension s'est produite tout juste un mois après la fuite du président en Russie à la suite de la deuxième révolution de l'Ukraine en une décennie contre la corruption politique et les politiques prorusses. Depuis le départ de ce président, 9 % du pays est occupé par les services d'aide russes, entraînant des combats régionaux qui ont mené à environ 8 000 décès et l'exode de 1,4 million de personnes de leurs villes et villages. La Russie nie toute implication directe,



"Naftogaz is a state-owned monopoly that controls exploration, production and distribution of oil and natural gas."
| « Naftogaz est un monopole d'État qui contrôle l'exploration, la production et la distribution de pétrole et de gaz naturel ».

“Now 60 per cent, of gas destined for Central and Western Europe flows through the Naftogaz system.” | « Maintenant 60 % du gaz destiné à l'Europe centrale et occidentale passe par le système de Naftogaz ».

help, prompting regional fighting that has led to an estimated 8,000 deaths and the displacement of 1.4 million from their cities and towns. Russia denies direct involvement, but most of Europe (including the Ukrainian government) disputes that and has imposed tough sanctions on Russia in protest.

Now a reform-minded government and international pressure on its President in Kiev expects a restructuring of the country and Naftogaz is central to the effort. The company is a state-owned monopoly that controls exploration, production and distribution of oil and natural gas throughout this country of 45 million.

Ukraine is the largest country in Europe, twice the size of Germany.

The shooting war in 2014 between Russia and Ukraine may be new, but natural gas wars between the two have been constant. Russia provides Europe with roughly 30 per cent of its gas and as much as 80 per cent, now 60 per cent, of gas destined for Central and Western Europe flows through the Naftogaz system.

Kobolev, a management consultant, is stern in his delivery and speaks flawless English as he outlines his mandate and strategy of eliminating losses and dependence on Russia for supplies. He is flanked on either side by operations, communications and legal executives.

“We need Russian gas for balancing purposes only and have signed, long-term contracts that will prevent them [the Russians] from playing their usual winter game,” he said bluntly.

The “game” he refers to has been Russia’s tactic of cutting off Ukraine from supplies over late payments, price disputes or, as happened last month, in protest against the fact that a debt payment deadline to Moscow, involving \$120 million, was missed due to debt restructuring talks with the IMF and others. Since 1993-94, Ukraine and, the various European countries

mais la majorité de l'Europe (y compris le gouvernement ukrainien) conteste cet énoncé et a imposé des sanctions sévères à la Russie en signe de protestation.

Aujourd'hui, un gouvernement réformiste et la pression internationale sur le président à Kiev suggèrent une restructuration du pays, et Naftogaz est au centre de ces efforts. L'entreprise est un monopole d'État qui contrôle l'exploration, la production et la distribution de pétrole et de gaz naturel d'un bout à l'autre de ce pays de 45 millions d'habitants.

L'Ukraine est le plus grand pays de l'Europe et a deux fois la taille de l'Allemagne.

La guerre de 2014 entre la Russie et l'Ukraine est peut-être récente, mais les guerres de gaz naturel entre ces deux pays sont constantes. La Russie fournit environ 30 % du gaz à l'Europe et jusqu'à 80 %, maintenant 60 %, du gaz destiné à l'Europe centrale et occidentale passe par le système de Naftogaz.

Kobolev, un consultant en gestion, s'exprime de manière sévère et communique impeccablement en anglais alors qu'il décrit son mandat et sa stratégie pour éliminer les pertes et la dépendance vis-à-vis la Russie en matière d'approvisionnement. Il est accompagné des directeurs des opérations, des communications et des services juridiques.

« Nous avons besoin du gaz russe seulement à des fins d'équilibre et nous avons signé des contrats à long terme qui empêcheront les Russes de s'adonner à leur jeu d'hiver habituel », dit-il franchement.

Le « jeu » en question est la tactique qu'emprunte la Russie pour cesser d'approvisionner l'Ukraine en raison de retards de paiements, de litiges concernant les prix ou, comme ce fut le cas le mois passé, en guise de protestation pour n'avoir pas respecté la date limite de paiement de la dette à Moscou, d'environ 120 millions de dollars, compte tenu des pourparlers sur la restructuration de la dette avec le Fonds monétaire international (FMI) et d'autres. Depuis 1993/1994, l'Ukraine et les différents pays européens desservis par ses pipelines ont subi de graves perturbations de l'approvisionnement. L'une des priorités est donc de sevrer l'Ukraine de sa dépendance

served by its pipelines, have had major supply disruptions so a priority is to wean Ukraine's dependency on Russian.

Naftogaz has nearly eliminated dependency on Russian gas in the last year, he said, by virtue of increased home production, lower consumption and "reverse flow" arrangements. These allow Ukraine to buy surplus gas more cheaply from European countries. But, because that gas was from Russia's Gazprom, Moscow claims such arrangements are illegal so that's another wrangle between the two sides.

The government in Kiev also decided to dramatically increase the cost of natural gas because subsidizing household gas is unaffordable. "We are increasing tariffs and will subsidize those who need it," said Ukraine's Minister of Economics Aivaras Abromavicius in a separate interview in Kiev. Government support will remain only for low-income residents.

In some years, Ukraine used seven times' more gas than neighboring Poland, the latter with an economy seven times' larger. "This was not fraud," suggested Kobolev "but wasted gas because it was virtually free." The result will be that losses, or deficits, should drop from US\$3.9 billion this year (2015) to US\$1 billion next year. Total revenues are roughly US\$9 billion.

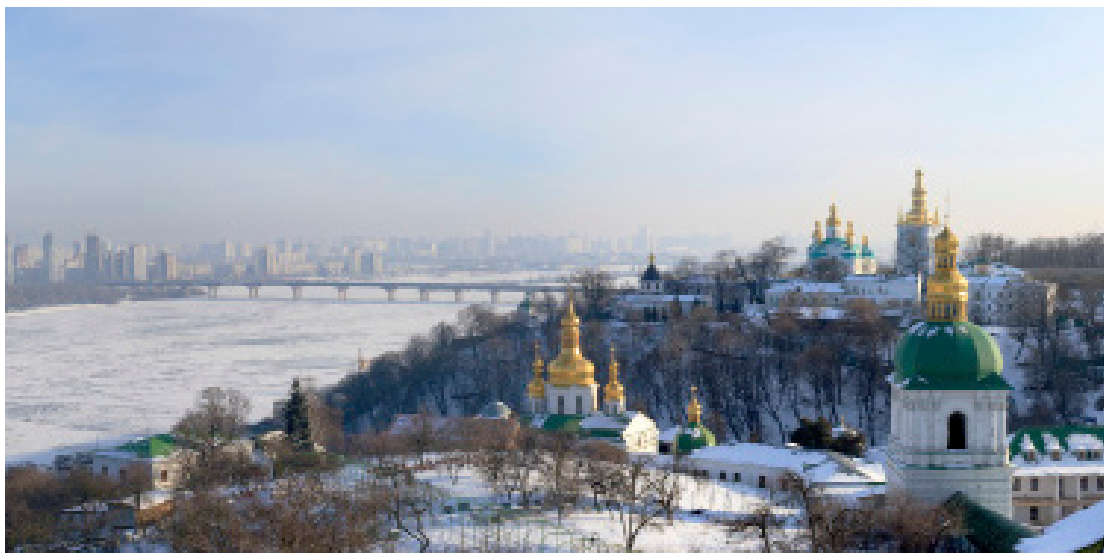
The company intends to recoup damages from Russia for the confiscation of its assets in Crimea and elsewhere "where our companies were kidnapped by the Russians," he said. Claims

à l'égard de la Russie.

Naftogaz a presque éliminé la dépendance au gaz russe dans la dernière année, dit-il, grâce à une augmentation de la production nationale, à une baisse de la consommation et à des ententes de « flux inversé ». Ces stratégies permettent à l'Ukraine d'acheter un excédent de gaz à moindre coût des pays européens. Cependant, comme ce gaz provenait de l'entreprise russe Gazprom, Moscou soutient que ces ententes sont illégales, donnant ainsi lieu à un autre différend entre les deux pays.

Le gouvernement de Kiev a également décidé d'augmenter considérablement le coût du gaz naturel, car le subventionnement du gaz résidentiel n'est pas abordable. « Nous augmenterons les tarifs et nous subventionnerons les personnes qui en ont besoin », a déclaré le ministre ukrainien de l'Économie, Aivaras Abromavicius, dans une autre entrevue à Kiev. L'aide gouvernementale ne sera offerte qu'aux résidents à faible revenu.

En quelques années, l'Ukraine a utilisé sept fois plus de gaz que la Pologne, son pays voisin, dont l'économie sept fois plus importante. « Il ne s'agit pas d'un cas de fraude, suggère Kobolev, mais de gaz perdu parce qu'il était pratiquement gratuit ». Le résultat sera que les pertes, ou les déficits, devraient passer de 3,9 milliards de dollars US cette année (2015) à 1 milliard



View of the Lavra and Dnipro in Kiev, Ukraine. | [Vue du Lavra et Dnipro situé à Kiev en Ukraine.](#)



“Naftogaz intends to recoup damages from Russia for the confiscation of its assets in Crimea and elsewhere.” | « L'entreprise a l'intention de récupérer les dommages entraînés par la Russie pour la confiscation de ses actifs en Crimée et ailleurs ».

will be in the billions. Then there's the crossfire litigation between Gazprom's \$24-billion claim against Naftogaz over unused, but contracted gas, and Ukraine's \$16-billion claim for losses incurred because of an unfair contract.

Government prosecutors are also investigating some suppliers, customers and former executives for various types of fraud such as government subsidy or kickback schemes. In 2014, financier and philanthropist George Soros described Naftogaz as “a black hole in the budget and major source of corruption” that should be reformed to eliminate dependence on Russian gas. In 2014, a Radio Free Europe documentary featured the expensive mansions of Naftogaz executives who were paid small salaries.

“There was a great deal of fraud and the prosecutors are supposed to be looking at this,” he said in an interview in Kiev. “We believe that they are not doing enough. [These people and companies] are not even hiding somewhere.”

Preventing this in the future, the government is corporatizing Naftogaz by creating an independent board of directors, western corporate governance requirements and a requirement for transparent operations, financial statements and procurement practices. So far, so good.

What's admirable is Kobolev has built a tough and determined team under extraordinarily difficult conditions. Hopefully, they will continue to keep the heat and lights on for the embattled Ukrainian people. ■

Diane Francis, editor at large, National Post and author of “Merger of the Century: Why Canada and America Should Become One Country.”

de dollars US l'année prochaine. Les revenus totaux sont d'environ 9 milliards de dollars US.

L'entreprise a l'intention de récupérer les dommages entraînés par la Russie pour la confiscation de ses actifs en Crimée et ailleurs « où nos entreprises ont été enlevées par les Russes », déclare-t-il. Les réclamations atteindront des milliards de dollars. Et il y a le litige de feux croisés entre la réclamation de 24 milliards de dollars de Gazprom contre Naftogaz au sujet du gaz inutilisé mais assujéti à un contrat, et la réclamation de l'Ukraine de 16 milliards de dollars pour les pertes subies en raison d'un contrat injuste.

Les procureurs gouvernementaux enquêtent également sur certains fournisseurs, clients et anciens cadres pour divers types de fraude comme une subvention du gouvernement ou des systèmes de pots-devin. En 2014, le financier et philanthrope George Soros a décrit Naftogaz comme un « trou noir dans le budget et une source importante de corruption » qui devrait être réformé pour éliminer la dépendance au gaz russe. En 2014, un documentaire de Radio Free Europe a présenté les demeures coûteuses des cadres de Naftogaz dont les salaires sont pourtant modestes.

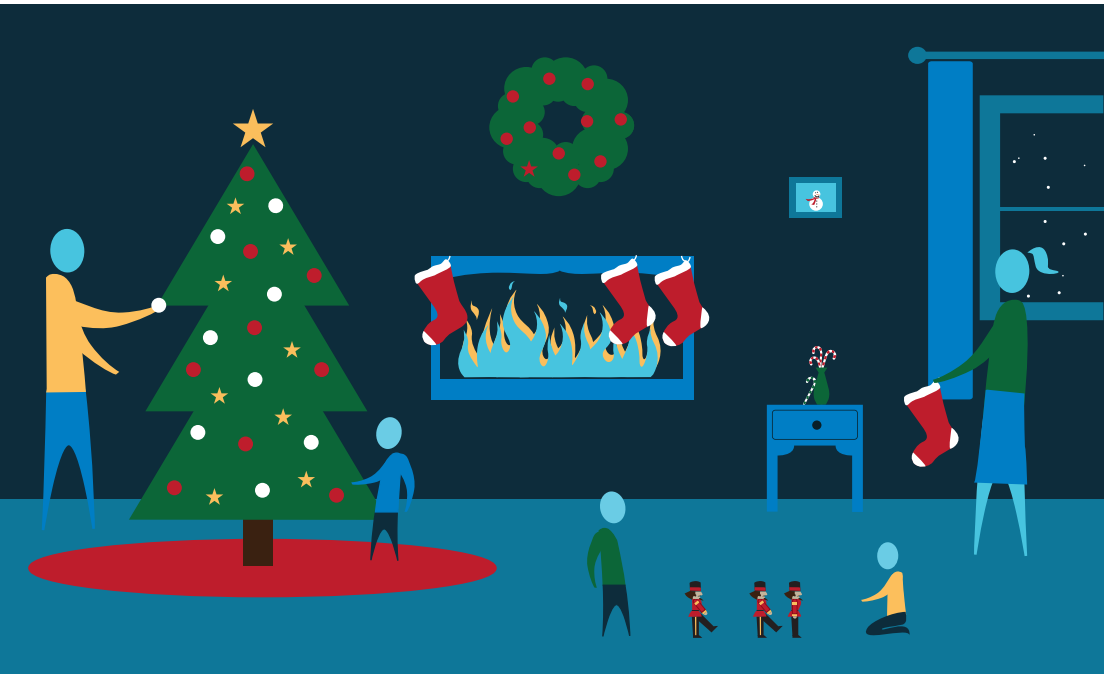
« Il y avait beaucoup de fraude et les procureurs examinent la situation, déclare-t-il dans une entrevue à Kiev. Nous croyons qu'ils n'en font pas assez. [Ces personnes et entreprises] ne se cachent même pas. »

Afin d'éviter que cette situation ne se reproduise, le gouvernement privatisera Naftogaz en créant un conseil d'administration indépendant, des exigences de gouvernance d'entreprise occidentale et une obligation de transparence des activités, des états financiers et des pratiques d'approvisionnement. Jusqu'ici, tout va bien.

Le plus admirable dans cette histoire, c'est que Kobolev a réussi à mettre en place une équipe solide et déterminée dans des conditions très difficiles. Espérons qu'ils sauront garder les lumières allumées et les maisons chauffées pour le peuple ukrainien assiégé. ■

Diane Francis, envoyée spéciale, National Post, et auteure de « Merger of the Century: Why Canada and America Should Become One Country ».

Can You Find the 10 Differences? | Pouvez-vous trouver les dix différences?





The great indoors. We didn't check the forecast for cold weather. Or bring out the colouring books and crayons. But we did provide the heat so this family could enjoy the day together. When the energy you invest in life meets the energy we fuel it with, indoor fun happens.



ATCO Gas

ALWAYS THERE.
ANYWHERE.

Albertans Count on Us

More than 1.1 million customers depend on us to deliver safe and reliable natural gas. As Alberta's largest natural gas distributor, we also help them find ways to use natural gas more efficiently.

ATCOGas.com  @ATCOGas

